

Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979]
Une étude des recensements, 1926-1979
René Houle

Citer ce document / Cite this document :

Houle René. Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979]. In: Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants, vol. 38, n°3, Juillet-septembre 1997. pp. 347-366;

doi : 10.3406/cmr.1997.2493

http://www.persee.fr/doc/cmr_1252-6576_1997_num_38_3_2493

Document généré le 03/06/2016

Résumé

René Houle, Russes et non Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS. Une étude des recensements, 1926-1979. La répartition du personnel de direction des institutions politiques et économiques selon la nationalité en URSS et dans ses régions est examinée dans ce texte. Grâce au dépouillement des archives de Moscou où sont conservés les recensements non publiés, il a été possible de reconstituer des séries statistiques comparables entre elles qui permettent d'éclairer le tempo et la localisation de ce personnel de direction selon les principales nationalités. On montre ainsi l'importance de la période des années 1930 pour la formation des élites soviétiques en URSS, tant russes que des nationalités. On montre également que, malgré une tendance réelle à un partage égalitaire du pouvoir entre Russes et nationaux qui s'est développée entre 1926 et 1979, des écarts persistent, et ceux-ci sont d'autant plus importants que la sphère du pouvoir est élevée dans la hiérarchie.

Abstract

René Houle, The place of Russians and non-Russians at the head of political and economical institutions in the USSR. A study of the censuses, 1926-1979. This text examines the distribution of the staff at the head of political and economic institutions according to nationalities in the USSR and its regions. Using the Soviet unpublished censuses available in Moscow, it was possible to throw more light on the tempo and localization of running staff for the main Soviet nationalities. The importance of the 1930's period for the formation of Soviet elites in the USSR, Russians as well as locals, becomes obvious. It is shown that even if a real tendency to equity in sharing power between Russians and local populations developed between 1926 and 1979, a gap persisted which widens the higher we get in the hierarchy.



RENÉ HOULE

RUSSES ET NON RUSSES DANS LA DIRECTION DES INSTITUTIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES EN URSS

Une étude des recensements, 1926-1979

1. Sources et données

Je présente dans cet article les résultats d'un travail que j'ai effectué dans les recensements soviétiques conservés aux Archives russes de l'économie nationale¹ (*Rossijskij Gosudarstvennyj Arhiv Ekonomiki, RGAE*) à Moscou (recensements de 1939, 1959 et 1979)², complétés par les résultats publiés du recensement de 1926³. Il a été possible d'extraire de ces quatre sources, à partir de la nomenclature des professions, un ensemble cohérent de séries statistiques qui permettent de suivre l'évolution de la distribution des postes de direction des institutions politiques et économiques entre Russes et non Russes dans les républiques sur une période d'une cinquantaine d'années et, par conséquent, de pouvoir porter un meilleur jugement d'ensemble sur les résultats et les conséquences de la politique des nationalités en URSS.

On trouve en effet dans les recensements soviétiques, tant dans celui de 1926 que dans les recensements postérieurs (non publiés mais maintenant disponibles), un ensemble de fonctions désignées sous le nom générique de « personnel de direction » (*rukovodjaščij personal*) ou « dirigeants » (*rukovoditeli*). C'est par l'exploitation de ces catégories que j'ai construit un ensemble suffisamment cohérent, dans l'espace (par républiques et par principales nationalités) et dans le temps (1926, 1939, 1959 et 1979), de postes de direction des institutions politiques et économiques.

Les institutions politiques dont il sera question comprennent celles de l'État (système des soviets, des soviets ruraux jusqu'à l'administration républicaine et centrale), et celles du parti communiste (incluant les autres organisations sociales comme les syndicats, les coopératives, le *komsomol*, etc.), depuis les organisations de base telles les cellules d'usine jusqu'aux comités territoriaux des républiques et des instances supérieures. Dans le cas des institutions d'État, les dirigeants ne doivent pas être assimilés aux députés qui exercent gratuitement leurs fonctions, mais au personnel rémunéré comme les présidents des comités exécutifs des soviets de villages et de bourgs. Dans les structures du parti (et des organisations sociales), il

s'agit également du personnel rémunéré, l'*apparat* (secrétaires, responsables), ce qui exclut les militants et les simples membres.

C'est dans le recensement de 1959 que les catégories de direction politique sont les plus détaillées. Elles le sont en fonction du type d'institutions (État d'une part, parti et autres organisations sociales d'autre part) et du niveau structurel de celles-ci (du sommet vers la base), mais pas en fonction des positions hiérarchiques individuelles (premier secrétaire, deuxième secrétaire, etc.). Le Tableau 1 présente les six catégories utilisées dans ce recensement, numérotées de (1) à (6).

TABLEAU 1
Catégorisation des postes de direction politique d'après le recensement non publié de 1959

État	Parti communiste et autres organisations sociales
(1) Dirigeants des organes pan-soviétiques, républicains et régionaux et leurs subdivisions (incluant les villes de 500 000 habitants et plus).	(4) Dirigeants des organisations pan-soviétiques, républiques et régionales et leurs subdivisions (incluant les villes de 500 000 habitants et plus).
(2) Dirigeants des organes des arrondissements et des villes (excluant les villes de 500 000 habitants et plus).	(5) Dirigeants des organisations des arrondissements et des villes (excluant les villes de 500 000 habitants et plus).
(3) Présidents et secrétaires des comités exécutifs des soviets de villages et de bourgs.	(6) Dirigeants des organisations de base.

Les recensements de 1926, 1939 et 1979 offrent une moins grande ventilation des catégories que celui de 1959. Le recensement de 1979 en particulier ne distingue que les postes relevant de l'État (somme des catégories (1) à (3)) et ceux relevant du parti et des autres organisations sociales (somme des catégories (4) à (6)), sans aucune référence au niveau structurel. Les recensements de 1926 et 1939 distinguent par contre les organes et organisations du niveau hiérarchique le plus bas (les soviets ruraux (3) et les organisations sociales de base (6)), mais les structures d'État et les structures des organisations sociales sont confondues aux deux niveaux hiérarchiques supérieurs ((1) avec (4) et (2) avec (5)). Pour rendre possible la comparaison dans le temps, j'ai établi les trois catégories d'analyse suivantes pour les recensements de 1926, 1939 et 1959, laissant de côté la distinction entre État et organisations sociales : 1) les organes et organisations des niveaux régional (*oblast'*), républicain et pan-soviétique, i.e. les catégories (1) et (4) ; 2) les organes et organisations des niveaux sous-régionaux (arrondissements — ou *rajon* — et villes), i.e. les catégories (2) et (5) ; 3) les organes et organisations de base (soviets ruraux et de bourgs, organisations de base), i.e. les catégories (3) et (6).

Le Tableau 2 présente ces données dans les trois recensements : les effectifs du personnel de direction, leur répartition selon le niveau hiérarchique (j'ai conservé ici temporairement la distinction entre structures de base des organisations sociales et *sel'sovety*⁴) et la croissance totale entre chaque recensement. Comme les frontières soviétiques se sont modifiées substantiellement entre 1939 et 1959, je présente les données pour la Russie (en excluant les républiques autonomes du Kazakhstan et de Kirghizie en 1926) et pour l'Union Soviétique dans son ensemble. Ce tableau permet de constater, entre 1926 et 1939, une très forte croissance du personnel de direction politique dont les effectifs se sont multipliés par plus de 5 entre ces deux recensements, en raison des impérieux besoins en cadres entraînés par la collectivisation de l'agriculture et les premiers plans quinquennaux. La croissance a été particulièrement forte au niveau sous-régional des arrondissements et des villes, où le nombre de dirigeants s'est multiplié par 15, ce qui correspond peut-être à la nécessité de renforcer les organisations du parti dans les arrondissements, exprimée par Kaganovič au XVI^e Congrès du parti (1930)⁵. Entre 1939 et 1959 il y a au contraire une légère décroissance globale des effectifs. Cette période est longue et complexe et il serait vain d'essayer d'en expliquer l'évolution particulière. On peut seulement faire mention ici d'un rapport présenté au XIX^e Congrès (1952) selon lequel le personnel rémunéré du parti n'aurait pas crû entre 1939 et 1952, bien que le nombre de membres du parti ait doublé durant la même période⁶. Dans l'hypothèse où cette stagnation du personnel du parti correspondrait à une stagnation équivalente des postes dans les autres organisations sociales et dans les structures d'État, la baisse du personnel politique entre 1939 et 1959 ne se serait donc produite qu'après la mort de Stalin ; mais il ne s'agit bien sûr que d'une spéulation.

Ceci dit, il faut mentionner deux difficultés visibles qui affectent la comparabilité de ces nombres entre les recensements. La première difficulté est qu'en 1926 et 1939, les postes de toutes les villes, indépendamment de leur taille, sont inclus dans la catégorie des arrondissements et villes, alors qu'en 1959 les villes de 500 000 habitants et plus ont été soustraites de cette catégorie pour être incluses dans la catégorie des institutions régionales et supérieures. L'autre difficulté concerne les organes et organisations de base. Le nombre de *sel'sovety* sur l'ensemble du territoire soviétique est de 62 849 au 1^{er} mars 1939⁷, ce qui est légèrement inférieur au nombre de postes de présidents pour cette même année, 70 773. En 1959, le personnel de direction des *sel'sovety* et des soviets de bourgs comprend les présidents et les secrétaires (104 493), alors qu'il n'existe que 51 634 *sel'sovety* et soviets de bourgs cette même année⁸, ce qui donne un peu plus de 2 dirigeants pour chaque entité. Qui sont ces secrétaires en 1959 ? Il pourrait s'agir d'un personnel des organisations de base du parti « transféré » aux structures d'État entre 1939 et 1959, dans une tentative de fusion du personnel du parti communiste et de l'administration soviétique⁹. Entre 1939 et 1959 en effet, la réduction du personnel des organisations sociales de base a décrue de façon importante (de plus de 40 000, soit -42 %¹⁰) alors que le personnel de direction des *sel'sovety* a crû d'environ 34 000. Ce n'est peut-être qu'une coïncidence mais, dans le doute, j'ai choisi d'agréger ces deux catégories en une seule.

Enfin, mentionnons que le personnel de direction des institutions politiques était au nombre de 547 788 en 1979, ce qui constitue une croissance de 40 % par rapport à 1959. C'est une croissance importante par rapport à la période précédente, mais elle reste largement inférieure à la croissance entre 1926 et 1939.

TABLEAU 2
Personnel de direction des institutions politiques (État, parti et autres organisations sociales) en 1926, 1939 et 1959

	effectif			répartition en %			croissance totale	
	1926	1939	1959	1926	1939	1959	1926-1939	1939-1959
Russie								
Total (1) à (6)	55 701	284 201	234 346	100,0	100,00	100,00	228 500	- 49 855
Rég. et sup. (1) (4)	9 393	49 465	46 754	16,9	17,4	20,0	40 072	- 2 711
Sous-rég. (2) (5)	7 712	118 143	91 209	13,8	41,6	38,9	110 431	- 26 934
Base org. soc. (6)	24 405	68 667	39 122	43,8	24,2	16,7	44 262	- 29 545
<i>Sel'sovety</i> (3)	14 191	47 926	57 261	25,5	16,9	24,4	33 735	9 335
URSS								
Total (1) à (6)	81 862	424 296	392 134	100,0	100,0	100,0	342 434	- 32 162
Rég. et sup. (1) (4)	12 923	72 638	77 063	15,8	17,1	19,7	59 715	4 425
Sous-rég. (2) (5)	12 354	181 612	152 621	15,1	42,8	38,9	169 258	- 28 991
Base org. soc. (6)	34 434	99 273	57 957	42,1	23,4	14,8	64 839	- 41 316
<i>Sel'sovety</i> (3)	22 151	70 773	104 493	27,1	16,7	26,6	48 622	33 720

Sources : Central'noe Statističeskoe Upravlenie (CSU) SSSR, *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1926 goda* (*Recensement de la population de l'URSS, 1926*); 11: *Zanjatija* (*Occupations*), Moscou, izd. CSU Sojuza SSR, 1929 (Tablica IV : «Glavnye i pobočnye zanjatija samodejatel'nyh po polnoj klassifikacii zanjatij s vydeleniem glavnih narodnostej») (*Professions principales et accessoires de la population active d'après la classification détaillée des occupations, en séparant les principales nationalités*)) ; et recensements non publiés de 1939 et 1959, RGAE, f. 1562, op. 336, t. 1 et 3.

TABLEAU 3
Personnel de direction des entreprises et des magasins, ensemble de l'Union Soviétique

	1926	1939	1959	1979
Entreprises	51 677	199 361	213 504	388 715
Magasins	66 116	156 945	233 627	299 379

Sources : CSU SSSR, *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1926 goda*, op. cit., 11, tabl. IV ; et recensements non publiés de 1939, 1959 et 1979, RGAE, f. 1562, op. 336, t. 1, 2 et 4.

Les institutions économiques que j'examine sont formées essentiellement des entreprises (de type rural, industrielles, de construction, de transport et communication, etc.) et des magasins. Les directeurs des entreprises représentent, théoriquement, le sommet de la pyramide de la direction économique, tandis que les directeurs et gérants de magasin constituent en quelque sorte les organisations économiques de base par analogie à la classification que nous avons utilisée pour les institutions poli-

tiques. Pour permettre de comparer les recensements, les directeurs et gérants de magasin incluent aussi les directeurs d'entreprise commerciale (sauf en 1939 où il n'a pas été possible d'assimiler les directeurs d'entreprise commerciale aux directeurs et gérants de magasin). Le Tableau 3 présente les effectifs de ces deux catégories dans les quatre recensements.

2. Russes et non Russes

La situation d'ensemble des Russes et des non Russes dans les postes de direction politique et économique apparaît dans le Tableau 4. J'ai distingué la République de Russie du reste de l'URSS pour offrir un premier élément de comparaison des différentes situations nationales à l'échelle soviétique. Je présente les effectifs totaux, la répartition en pourcentage de ces effectifs entre Russes et non Russes pour chaque zone géographique et les taux de participation. Pour l'URSS moins la Russie, j'ai en outre distingué les non Russes titulaires (qui vivent dans leur territoire traditionnel) des minorités (non Russes qui vivent hors de leur territoire traditionnel et groupes sans territoires). Les taux de participation sont calculés en rapportant les effectifs des postes de direction de chaque type d'institutions à la population active totale, et le résultat est multiplié par 10 000.

En RSFSR, les Russes constituent plus de 80 % de la population active totale et occupent également plus de 80 % de l'ensemble des postes de commande. Les non Russes, en dépit de leur faible poids démographique dans la République de Russie, ont des taux de participation semblables à ceux des Russes à la direction des institutions politiques de base et sous-régionales, et des taux plus élevés dans les entreprises et les institutions politiques régionales et supérieures. Dans cette dernière catégorie, le taux de participation des non Russes est de 10 pour 10 000, contre 7,9 pour 10 000 pour les Russes. Cette caractéristique des non Russes est imputable, paradoxalement, à leur statut. En Russie, la majorité des non Russes est composée de groupes sans territoires (minorités extra-territoriales) comme les Juifs ou les Allemands fortement mobilisés, ou de groupes nationaux venus des autres républiques, surtout d'Ukraine et de Biélorussie, sélectionnés en fonction de leur formation ou de leurs compétences.

Les minorités extra-territoriales et celles qui vivent en dehors de leur république se distinguent en effet des groupes titulaires des républiques (les groupes qui vivent dans leur territoire national) et leur position, dans bien des cas, ressemble davantage à celle des Russes qu'à celle des autres non Russes. De telle sorte que, dès le recensement de 1926 (qu'on n'a pas pu utiliser pour la RSFSR dans son ensemble), Russes et minorités ont une participation supérieure à celle des populations titulaires à tous les postes de direction. Ces deux groupes, qui ne forment qu'un peu plus de 23 % de la population active des républiques en 1926, constituent entre 37 % et 65 % des groupes de dirigeants. Ils sont très largement surreprésentés parmi les dirigeants d'entreprise, de magasin et des institutions politiques régionales et supérieures (occupant respectivement 63, 67 et 66 % de l'ensemble des postes). Les populations titulaires n'occupent la majorité des postes (64,6 %) en 1926 que dans le groupe des organes et organisations de base, malgré leur faible participation (5 pour 10 000, contre 10,4 pour 10 000 pour les Russes et 8,5 pour 10 000 pour les minorités).

TABLEAU 4
*Effectifs, répartition et participation des groupes nationaux à la direction des institutions politiques et économiques,
 Russie et reste de l'URSS, 1926 à 1979*

RÉPUBLIQUE DE RUSSIE	RUSSES			NON-RUSSES			TOTAL (toutes nationalités)		
	1939	1959	1979	1939	1959	1979	1939	1959	1979
	41,6	47,1	61,3	9,2	9,7	12,9	50,7	56,8	74,2
POP. ACTIVE (en millions)									
EFFECTIF DES GROUPES DE DIRIGEANTS (en milliers)									
POLITIQUE — TOTAL	226,4	191,5	306,7	57,8	42,8	63,7	284,2	234,3	370,5
POLITIQUE BASE	94,4	78,8		22,2	17,5		116,6	96,4	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	94,8	75,7		23,4	15,5		118,1	91,2	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	37,2	37,0		12,3	9,7		49,5	46,8	
ENTREPRISES	140,2	133,4	242,8	29,4	32,8	54,6	169,7	166,2	297,3
MAGASINS	103,2	146,8	183,6	24,2	32,8	37,4	127,4	179,6	221,0
DISTRIBUTION PAR NATIONALITÉ (%)									
POPULATION ACTIVE	81,9	82,8	82,6	18,1	17,2	17,4	100,0	100,0	100,0
POLITIQUE — TOTAL	79,6	81,7	82,8	20,4	18,3	17,2	100,0	100,0	100,0
POLITIQUE BASE	81,0	81,8		19,0	18,2		100,0	100,0	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	80,2	83,0		19,8	17,0		100,0	100,0	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	75,2	79,2		24,8	20,8		100,0	100,0	
ENTREPRISES	82,7	80,3	81,6	17,3	19,7	18,4	100,0	100,0	100,0
MAGASINS	81,0	81,8	83,1	19,0	18,2	16,9	100,0	100,0	100,0
TAUX DE PARTICIPATION (pour 10 000 actifs)									
POLITIQUE — TOTAL	54,5	40,7	50,0	63,1	43,9	49,4	56,0	41,3	49,9
POLITIQUE BASE	22,7	16,8		24,2	18,0		23,0	17,0	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	22,8	16,1		25,5	15,9		23,3	16,1	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	8,9	7,9		13,4	10,0		9,8	8,2	
ENTREPRISES	33,7	28,4	39,6	32,1	33,6	42,3	33,5	29,3	40,0
MAGASINS	24,8	31,2	29,9	26,5	33,6	29,0	25,1	31,6	29,8

URSS moins RUSSIE	RUSSES				TITULAIRES				MINORITÉS				TOTAL (toutes nationalités)			
	1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979
POP. ACTIVE (MILLIONS)	2,8	4,3	7,4	12,9	23,3	19,5	30,3	39,9	4,1	4,3	5,6	7,8	30,1	28,1	43,3	60,6
EFFECTIF DES GROUPES DE DIRIGEANTS (MILLIERS)																
POLITIQUE — TOTAL	5,9	25,4	35,0	59,1	15,0	85,0	105,7	181,4	5,3	29,7	17,1	26,6	26,2	140,1	157,8	267,1
POLITIQUE BASE	2,9	7,6	10,1		11,6	37,2	50,1		3,5	8,7	5,8		18,0	53,5	66,1	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	1,5	10,8	14,3		2,1	39,1	40,6		1,0	13,6	6,5		4,6	63,5	61,4	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	1,5	7,1	10,6		1,2	8,7	14,9		0,8	7,4	4,7		3,5	23,2	30,3	
ENTREPRISES	7,0	18,0	33,6	55,8	7,6	36,0	59,2	126,7	6,0	17,8	20,1	31,3	20,6	71,8	112,9	213,8
MAGASINS	6,1	9,3	27,7	35,0	8,0	31,8	98,7	129,7	10,1	28,4	28,8	24,8	24,2	69,5	155,2	189,5
DISTRIBUTION PAR NATIONALITÉ (%)																
POPULATION ACTIVE	9,3	15,2	17,2	21,3	77,2	69,5	69,9	65,8	13,5	15,3	13,0	12,9	100,0	100,0	100,0	100,0
POLITIQUE — TOTAL	22,6	18,1	22,2	22,1	57,2	60,7	67,0	67,9	20,2	21,2	10,9	10,0	100,0	100,0	100,0	100,0
POLITIQUE BASE	16,1	14,2	15,3		64,6	69,6	75,9		19,3	16,2	8,9		100,0	100,0	100,0	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	32,2	16,9	23,2		46,1	61,6	66,1		21,7	21,5	10,6		100,0	100,0	100,0	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	43,3	30,7	35,0		34,2	37,4	49,3		22,6	31,9	15,7		100,0	100,0	100,0	
ENTREPRISES	33,8	25,0	29,8	26,1	37,0	50,2	52,4	59,3	29,2	24,8	17,8	14,7	100,0	100,0	100,0	100,0
MAGASINS	25,4	13,4	17,8	18,5	33,1	45,7	63,6	68,4	41,6	40,9	18,5	13,1	100,0	100,0	100,0	100,0
TAUX DE PARTICIPATION (pour 10 000 actifs)																
POLITIQUE — TOTAL	21,2	59,4	47,1	45,8	6,4	43,5	34,9	45,5	13,0	69,1	30,5	34,0	8,7	49,9	36,4	44,1
POLITIQUE BASE	10,4	17,7	13,6		5,0	19,1	16,6		8,5	20,2	10,4		6,0	19,0	15,3	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	5,4	25,1	19,2		0,9	20,0	13,4		2,5	31,7	11,7		1,5	22,6	14,2	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	5,5	16,6	14,3		0,5	4,4	4,9		2,0	17,2	8,5		1,2	8,2	7,0	
ENTREPRISES	25,0	41,9	45,3	43,2	3,3	18,5	19,6	31,8	14,8	41,5	35,8	40,1	6,9	25,6	26,1	35,3
MAGASINS	22,0	21,8	37,3	27,2	3,4	16,3	32,6	32,5	24,7	66,2	51,3	31,8	8,0	24,8	35,9	31,3

Sources : CSU SSSR, *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1926 goda*, op. cit., 11, tabl. IV et recensements non publiés de 1939, 1959 et 1979, RGAE, f. 1562, op. 336, t. 1, 2 et 4.

La situation d'ensemble change rapidement en raison d'une très forte progression des taux de participation (ou, comme dirait S. Fitzpatrick, de recrutement) entre 1926 et 1939 tant pour les Russes, les populations titulaires que pour les minorités¹¹. Dans le domaine politique par exemple, le taux de participation passe de 21 à 59 pour 10000 pour les Russes, de 6 à 43 pour 10000 pour les titulaires et de 13 à 69 pour 10000 pour les minorités. Le recrutement a progressé plus rapidement pour les titulaires que pour les deux autres groupes : ainsi, bien que la fraction de la population active qu'ils représentent diminue de 7 % entre 1926 et 1939, leur poids dans tous les groupes de direction augmente. On observe une évolution inverse pour les Russes et, de façon moins marquée, pour les minorités : augmentation de leur poids dans la population active, mais diminution de leur pourcentage dans les groupes de dirigeants.

Au total, et malgré un important recrutement et une progression réelle de leur représentation aux postes de direction des institutions entre 1926 et 1939, les titulaires restent sous-représentés à tous les postes de commande en 1939. Les Russes, globalement sur-représentés en 1926, ne le sont plus dans les institutions politiques de base et dans les magasins en 1939. L'évolution postérieure (entre 1939 et 1979) confirme la tendance de la période précédente. La présence des titulaires s'intensifie dans toutes les institutions de telle sorte que dès 1959 ils occupent 50 % ou plus, soit la majorité, de *tous* les postes de direction, bien que leur sous-représentation persiste dans les institutions régionales et supérieures et dans les entreprises en 1959 ou 1979.

Russes et minorités conservent aussi une meilleure représentation aux postes les plus élevés. À la direction des entreprises, leur participation est respectivement de 43,2 et 40,1 pour 10000 en 1979, alors que celle des titulaires n'atteint pas 32 pour 10000. Dans les institutions politiques régionales et supérieures, les taux sont de 14,3 et 8,5 pour 10000 pour les Russes et les minorités en 1959, et de 4,9 pour 10000 pour les titulaires. Cette division du pouvoir entre Russes et minorités d'une part et populations titulaires d'autre part dans les républiques est un trait persistant, comme on le verra ci-dessous, à l'échelle des régions.

La conquête du pouvoir institutionnel par les nationalités titulaires dans les républiques (excepté la Russie) s'est faite progressivement et on peut en tracer ici les principales étapes. En 1926 (pour être exact, fin 1926, le recensement ayant eu lieu en décembre), vers la fin de la NEP, ce pouvoir n'est solidement acquis que dans les institutions de base, et plus spécialement dans les zones rurales (*sel'sovety*) où les populations titulaires constituent la majorité de la population. De 1926 à 1939, cette présence se consolide également dans les institutions politiques sous-régionales (des villes et des arrondissements). À partir de 1959, elle s'étend au domaine économique où elle s'accentue jusqu'en 1979. Le contrôle des institutions politiques régionales et supérieures est plus lent et, dans le recensement de 1959, les populations titulaires ne représentent dans ces institutions que la moitié du personnel de direction (49,3 %).

La mainmise progressive des populations titulaires sur les institutions de leur république s'est effectuée grâce à une augmentation continue de leur participation. Entre 1926 et 1939, la très forte croissance des institutions tant politiques qu'économiques a profité à tous les groupes nationaux, et c'est précisément cette forte croissance qui a permis aux autorités soviétiques de l'époque d'intégrer massivement les non Russes dans les nouvelles institutions sans en chasser les Russes. Durant cette période clé de l'histoire soviétique, les taux de participation au pouvoir augmentent, doublant ou triplant pour les Russes, mais plus que quadruplant ou quintuplant pour

les populations titulaires. Les résultats de la politique de *korenizacija* appliquée par les stalinistes sont évidents. Il s'agissait certes d'un effort important de soviétisation par la base, mais les conséquences en furent, d'une certaine façon, paradoxales : non seulement cette soviétisation réalise effectivement l'intégration des populations locales dans le système soviétique (ou pour être exact dans les institutions communistes et soviétiques), mais elle le fait en dépit d'un afflux important des Russes et d'autres groupes dans les républiques. Il faut dire que cet afflux de Russes n'avait pas comme unique objectif de renforcer le contrôle du centre sur les institutions du pouvoir, il devait aussi fournir une main-d'œuvre spécialisée (ouvriers, techniciens, ingénieurs, instructeurs, enseignants, experts, etc.), dans les républiques où celle-ci était peu abondante en raison du faible niveau d'éducation et de formation des populations locales. On doit également ajouter que les postes octroyés aux populations locales n'étaient dans certains cas que des postes en titre et non en fait¹², ou des postes politiques de second ordre (de prestige ou de relations publiques)¹³. Malgré cela, ces chiffres illustrent la réussite de la politique de Stalin visant à créer une nouvelle élite, non pas une nouvelle élite seulement russe, mais aussi des élites des nationalités disposées à gérer et à transmettre les directives du centre jusque dans les régions les plus reculées du pays¹⁴. Du reste, on peut se demander si les grandes purges, et en particulier celles de 1936-1938, n'ont pas favorisé indirectement la montée des nationalités titulaires, ces purges ayant affecté de façon dramatique les principaux dirigeants régionaux¹⁵, majoritairement russes ou des minorités en 1926 comme le laisse voir le Tableau 4.

La période qui s'étend de 1939 à 1959-1979 ne voit pas seulement s'exercer une stratégie de soviétisation unilatérale provenant du centre comme pendant la période précédente, mais voit intervenir l'action des populations locales elles-mêmes, et surtout celle de leurs élites formées pendant les années de la construction du socialisme. Les nouveaux groupes d'élites nationales issues des années 1930 créent les fondements politiques et économiques pour l'émergence de puissants groupes sociaux, rassemblés autour de critères ethniques et de plus en plus aptes et disposés à concurrencer les Russes et les autres groupes nationaux pour le contrôle de leur république. L'évolution de la progression des taux de participation à partir de 1939 en est un bon indice : si les taux des titulaires poursuivent leur montée, passant par exemple de 18,5 à 31,8 pour 10 000 à la direction des entreprises entre 1939 et 1979, les taux des Russes et des minorités diminuent pendant cette période ou, au mieux, demeurent stables, comme à la direction des entreprises (autour de 40 pour 10 000).

Aussi, le contrôle des populations titulaires sur les institutions entre 1939 et 1979 s'est-il opéré aux dépens des Russes, et de façon encore plus marquée aux dépens des minorités. Si, entre 1926 et 1939, les politiques de *korenizacija* avaient bénéficié aux minorités, ne serait-ce que parce que le système des *sel'sovety* et des arrondissements nationaux avait été maintenu jusqu'au milieu des années 1930¹⁶, à partir de 1939 leur poids dans les postes de direction se détériore rapidement. En 1939, les minorités occupaient entre 20 et 40 % du total des postes de direction, mais en 1959-1979 elles ne représentaient plus que 15 %. Le pourcentage des Russes à la direction des institutions s'est tout au plus maintenu (entre 15 et 35 %) malgré une légère augmentation dans la population active (le pourcentage passant de 15,2 % en 1939 à 21,3 % en 1979). La présence des populations locales s'est accrue de 40-70 % en 1939 à 50-75 % en 1959-1979. Il s'agit peut-être, comme le suggèrent Suny ou Charachidzé¹⁷, d'une conséquence de la politique des nationalités de Stalin. Cette politique,

formulée pour la première fois dans la Constitution de 1936, établirait une hiérarchie des peuples (i.e. une inégalité) sur la base de leur place dans la structure nationale-étatique (républiques fédérées, autonomes, régions et districts autonomes, sans territoire) et du statut de leurs langues (littéraires, écrites, sans écriture) ; elle donnait la possibilité aux populations titulaires d'exercer leur propre version d'un *chauvinisme de grande puissance* dans leur république au détriment des groupes nationaux hiérarchiquement inférieurs. Il faut cependant se garder de vouloir tirer des conclusions trop hâtives à partir du seul Tableau 4. Trois autres considérations doivent être prises en compte dans l'interprétation de ces chiffres. En premier lieu, l'assimilation des minorités au groupe russe peut expliquer une partie de l'importante baisse de leur représentation dans les groupes de direction entre 1939 et 1979. En deuxième lieu, certains secteurs du pouvoir, comme on l'a vu, résistent à cette baisse (gestion des entreprises, direction des institutions régionales et supérieures). Enfin, les différences républicaines ou régionales peuvent être importantes. Dans les lignes qui suivent j'examine ce dernier aspect.

3. Les différences régionales

Les pourcentages et les niveaux de représentation aux groupes de direction des populations titulaires dans les régions d'URSS (sauf la Russie) sont donnés dans le Tableau 5. Les groupes de direction et les années sont les mêmes que dans les tableaux précédents. J'ai choisi huit régions, incluant trois régions de la Russie (Caucase central, Volga et Sibérie), en raison des similitudes qui existent entre les populations titulaires des républiques qui composent ces régions¹⁸.

L'indicateur de représentation est calculé à partir des taux, et non à partir des pourcentages. J'ai calculé deux séries de taux de participation dans les groupes de direction des institutions politiques et économiques, une pour les populations titulaires et une pour l'ensemble des autres groupes nationaux (Russes et minorités). Si *Taux (t)* est le taux de participation pour une population titulaire dans un groupe de direction donné et *Taux (a)* le taux correspond pour les autres groupes nationaux, l'indice de représentation pour les populations titulaires se calcule simplement de la manière suivante : $2 * Taux (t)/(Taux (t) + Taux (a))$.

L'indicateur nous dit où se situe la participation des titulaires par rapport à la participation moyenne, indépendamment de la taille des populations. Une valeur de 1,00 indique une représentation identique à celle de la population « moyenne » de la même région. Un indice inférieur à 1 indique une sous-représentation et un indice supérieur à 1 indique une sur-représentation. Ce calcul permet de comparer les indices dans le temps et dans l'espace. Il suppose que l'on a standardisé le taux régional moyen selon le critère de la nationalité en donnant à chacune d'elle le même poids dans la population active (0,5).

Les régions comprennent les républiques suivantes :

UKRAINE : Ukraine

BALTIQUE : Lituanie, Lettonie et Estonie

TRANSCAUCASIE : Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan

KAZAKHSTAN : Kazakhstan

ASIE CENTRALE : Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan et Turkménistan

CAUCASE (central) : Tchétchénie-Ingouchie et Kabardo-Balkarie

VOLGA : Mordovie, Mari, Oudmourtie, Tchouvachie, Tatarstan et Bachkirie
SIBÉRIE : Bouriatie et Iakoutie

Examinons en premier lieu l'évolution des pourcentages détenus par les populations titulaires dans la population active et les catégories de direction.

L'une des conséquences immédiatement visibles de la soviétisation des républiques et des territoires autonomes de l'URSS entre 1926 et 1939, consécutivement aux fortes migrations russes vers ces régions, fut une chute du pourcentage des populations locales dans la population active. Toutes les régions ont été affectées par ces migrations. De plus, à celles-ci se sont ajoutées la collectivisation en Ukraine et la sédentarisation des nomades au Kazakhstan, provoquant à leur tour famines et exode vers d'autres régions ou pays. Les effets de la sédentarisation au Kazakhstan se sont répercusés de façon prononcée sur la population active, beaucoup plus qu'en Ukraine où la famine a frappé avec plus de force les enfants. En Sibérie, la mise en valeur du territoire et la colonisation des Russes et d'autres groupes nationaux ont eu comme résultat dramatique de réduire la proportion des Sibériens dans la population active de moitié (de 62,4 % en 1926 à 36,3 % en 1939).

En ce qui concerne la période 1939-1979, il y a lieu de distinguer les régions occidentales et septentrionales des régions orientales, en raison des différences importantes de la fécondité. Dans les régions de l'ouest et du nord (Ukraine, Baltique, Volga et Sibérie), les pourcentages des titulaires dans la population active ont continué à diminuer. En Sibérie, la chute a été importante : de 36,3 % en 1939, les populations locales ne représentent plus que le quart de la main-d'œuvre dans leur république en 1979. Dans les trois républiques baltes, pour lesquelles on ne possède des données que pour les deux recensements de 1959 et 1979, la proportion de la population active représentée par les populations titulaires est tombée de 72,5 % à 64,8 %, ce qui constitue aussi une chute sensible. Dans la région de la Volga et en Ukraine, la réduction a été plus faible, de sorte qu'on peut parler de quasi-stabilité.

Dans les régions orientales (Asie Centrale, Kazakhstan, Caucase central et Transcaucasie), il y a eu au contraire une progression des populations locales dans la population active, progression qui est survenue essentiellement entre 1959 et 1979. Entre 1939 et 1959, les Kazakhs ont subi les effets de la colonisation des terres vierges du nord de leur république, leur poids dans la population active chutant entre ces deux recensements de 40 % à 25 %, tandis que les titulaires du Caucase central ne se sont pas encore totalement remis, d'après le recensement de 1959, des déportations des Tchétchènes, des Ingouches et des Balkars survenues à la suite de l'occupation allemande. Mais, à partir de 1959, la forte fécondité de ces populations, conjuguée au fait que les migrations russes ont perdu de leur intensité, fait que leur présence dans la main-d'œuvre s'est accrue¹⁹.

La Transcaucasie fait ici figure d'exception. On y remarque une progression constante du poids des nationalités titulaires dans la population active entre 1939 et 1979. Les Transcaucasiens, pour d'autres raisons également comme on pourra le constater ci-dessous, forment un groupe à part. En 1979, c'est également le groupe qui constitue le plus fort pourcentage de la main-d'œuvre dans la région (76 %), suivi par les Ukrainiens (72 %) et les Baltes (65 %).

Les groupes en minorité dans la population active sur leur territoire sont les Sibériens (25 %), les Kazakhs (29 %) et les peuples de la Volga (45 %). Les Asiatiques du Caucase central et d'Asie Centrale représentent moins de 60 % de la main-d'œuvre de leur région.

Il y a donc des différences objectives insurmontables entre les régions. Le poids des nombres est important et détermine dans une large mesure la situation des populations locales à la direction des institutions politiques et économiques des républiques. Mais en raison de la forte progression de la participation des groupes titulaires au pouvoir, comme le montre le Tableau 4, l'évolution de leur présence dans les postes de direction n'a pas simplement suivi l'évolution démographique avec ses hauts et ses bas.

En effet, les pourcentages des populations locales aux postes de direction des institutions ont eu tendance à s'accroître dans toutes les régions sur l'ensemble de la période couverte par les quatre recensements. Le cas sibérien illustre cette double évolution divergente : entre 1926 et 1979, bien que le poids dans la population active des groupes titulaires ait baissé de plus de moitié, leur présence à la direction des institutions du pouvoir s'est accrue de façon significative. Il en est de même au Kazakhstan ou dans la région de la Volga.

TABLEAU 5
*Proportion et représentation des nationalités titulaires dans la direction
 des institutions politiques et économiques, par grandes régions, 1926 à 1979*

	Pourcentage (%)				Représentation			
	1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979
UKRAINE								
POPULATION ACTIVE	82,8	79,6	77,9	72,2				
POLITIQUE — TOTAL	63,0	68,3	73,4	73,4	0,52	0,78	0,88	1,03
POLITIQUE BASE	68,3	76,4	81,7		0,62	0,98	1,12	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	47,8	67,8	71,1		0,32	0,78	0,82	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	29,2	42,1	55,0		0,16	0,36	0,52	
ENTREPRISES	41,5	60,1	59,9	67,1	0,26	0,62	0,60	0,88
MAGASINS	34,4	40,5	65,3	68,4	0,20	0,34	0,70	0,91
BALTIQUE								
POPULATION ACTIVE		72,5	64,8					
POLITIQUE — TOTAL			74,2	72,3			1,04	1,17
POLITIQUE BASE			79,4				1,19	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL			75,9				1,09	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE			59,7				0,72	
ENTREPRISES			65,3	66,6			0,83	1,04
MAGASINS			73,9	71,8			1,04	1,16
TRANSCAUCASIE								
POPULATION ACTIVE	65,6	67,7	68,5	76,0				
POLITIQUE — TOTAL	65,0	67,6	78,7	81,9	0,99	1,15	1,26	1,17
POLITIQUE BASE	64,7	67,4	79,8		0,98	1,15	1,29	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	72,4	71,4	81,1		1,16	1,23	1,33	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	61,0	57,8	72,6		0,90	0,94	1,10	
ENTREPRISES	34,6	59,3	73,5	80,5	0,43	0,97	1,12	1,13
MAGASINS	50,2	57,7	73,0	83,5	0,69	0,94	1,11	1,23

	Pourcentage (%)				Représentation			
	1926	1939	1959	1979	1926	1939	1959	1979
KAZAKHSTAN								
POPULATION ACTIVE	58,1	39,4	24,5	28,7				
POLITIQUE — TOTAL	26,3	42,9	42,4	44,9	0,41	1,07	1,39	1,34
POLITIQUE BASE	30,1	46,7	47,8		0,47	1,15	1,48	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	24,3	47,7	43,2		0,38	1,17	1,40	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	20,1	25,8	28,4		0,31	0,70	1,10	
ENTREPRISES	6,0	19,9	17,1	27,5	0,09	0,55	0,78	0,97
MAGASINS	11,8	19,0	30,2	35,8	0,18	0,53	1,14	1,16
ASIE CENTRALE								
POPULATION ACTIVE	68,2	61,0	54,7	58,4				
POLITIQUE — TOTAL	42,2	46,2	50,4	58,2	0,51	0,71	0,91	1,00
POLITIQUE BASE	59,4	61,6	65,5		0,81	1,01	1,22	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	33,8	48,3	51,4		0,39	0,75	0,93	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	18,8	20,0	32,3		0,20	0,28	0,57	
ENTREPRISES	12,3	24,5	28,3	42,7	0,12	0,34	0,49	0,69
MAGASINS	20,0	54,3	57,0	67,5	0,21	0,86	1,05	1,19
CAUCASE CENTRAL								
POPULATION ACTIVE		59,6	39,9	55,9				
POLITIQUE — TOTAL		55,2	40,0	54,2		0,91	1,00	0,97
POLITIQUE BASE		67,7	53,4			1,18	1,27	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL		56,8	37,8			0,94	0,96	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE		28,4	24,5			0,42	0,66	
ENTREPRISES		33,7	23,6	50,3		0,51	0,64	0,89
MAGASINS		50,6	44,4	62,8		0,82	1,09	1,14
VOLGA								
POPULATION ACTIVE	51,4	47,9	46,4	45,2				
POLITIQUE — TOTAL	35,7	46,6	45,4	47,7	0,69	0,97	0,98	1,05
POLITIQUE BASE	35,1	49,0	50,0		0,68	1,02	1,07	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	39,8	46,8	44,1		0,77	0,98	0,95	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	34,7	36,8	32,8		0,67	0,78	0,72	
ENTREPRISES	10,5	30,7	25,2	34,1	0,20	0,65	0,56	0,77
MAGASINS	21,4	36,4	42,5	43,9	0,41	0,77	0,92	0,97
SIBÉRIE								
POPULATION ACTIVE	62,4	36,3	27,9	24,9				
POLITIQUE — TOTAL	35,8	47,6	50,2	48,1	0,50	1,23	1,45	1,47
POLITIQUE BASE	36,8	50,9	57,4		0,52	1,29	1,55	
POLITIQUE SOUS-RÉGIONAL	46,9	53,4	49,1		0,69	1,34	1,43	
POLITIQUE RÉG. ET SUPÉRIEURE	26,8	28,6	34,9		0,36	0,83	1,16	
ENTREPRISES	0,8	14,0	16,7	21,5	0,01	0,45	0,68	0,90
MAGASINS	13,8	17,6	28,0	24,3	0,18	0,54	1,00	0,98

Sources : CSU SSSR, *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1926 goda*, op. cit., 11, tabl. IV; et recensements non publiés de 1939, 1959 et 1979, RGAE, f. 1562, op. 336, t. 1, 2 et 4.

Pour le calcul et la signification des indices de représentation, voir le texte.

Seule la période 1939-1959 a été moins favorable aux Kazakhs, aux Caucasiens et aux peuples de la Volga. Dans les deux premiers cas, il s'agit évidemment des

conséquences de la colonisation des terres vierges et des déportations après l'occupation allemande qui ont permis la venue d'une importante population russe ou d'allogènes dans ces régions. Dans le cas volgien, les raisons qui expliquent cette détérioration de la présence des titulaires à la direction des institutions politiques et économiques ne sont pas claires. On peut cependant penser qu'elles sont liées au fait que les républiques qui composent cette région sont enclavées dans la République de Russie et que, par conséquent, leur marge de développement autonome est plus mince. Plusieurs facteurs entravent cette autonomie : émigrations d'autochtones vers d'autres régions du pays, changements d'identité ethnique massifs vers le russe, sentiment d'attachement important des Russes envers ces républiques situées en Russie d'Europe (ouest de l'Oural), etc.

L'une des conséquences évidentes de cette évolution divergente, déjà perceptible dans les institutions politiques de base en 1939, a été d'aligner le poids des populations titulaires dans la direction des institutions sur leur poids dans la population active. Les indices de représentation du Tableau 5 prétendent illustrer cette situation. Rappelons que l'indice a été calculé sur la base des taux, et qu'il permet de mesurer la participation des titulaires en la comparant à celle de la population « moyenne », indépendamment des effectifs.

On observe dans les années 1920 de fortes distorsions entre le poids démographique des populations locales et leur participation aux nouvelles institutions. Dans le recensement de 1926, les indices de représentation sont toujours inférieurs à 1, sauf pour les Transcaucasiens dans les institutions politiques (ce qui met en relief l'exception transcaucasienne que j'ai mentionnée ci-dessus). Comme pour la participation, l'évolution de la représentation est cependant rapide. En 1939, les titulaires sont déjà bien représentés dans les organes de base et, dans plusieurs cas, dans les institutions sous-régionales aussi (sauf en Ukraine et en Asie Centrale). Vingt ans plus tard, la représentation des populations locales est plus importante dans tous les postes, notamment en ce qui concerne la gérance des magasins. En ce qui concerne les postes supérieurs (entreprises et organisations régionales et supérieures) cette représentation est à la traîne en 1959 ou en 1979, et la parité des populations titulaires avec les autres groupes nationaux n'est atteinte que dans le cas des Transcaucasiens, des Kazakhs et des Sibériens. Dans les deux derniers cas, cette parité tend à compenser la faible importance démographique des populations titulaires sur leur territoire. Ce n'est pas le cas en Transcaucasie où, au contraire (l'exception transcaucasienne...), la parité et le poids démographique semblent vouloir se renforcer mutuellement.

Dans les autres républiques, quatre groupes titulaires restent nettement en deçà de cette parité (Ukraine, Asie Centrale, Caucase central et Volga), tandis que les Baltes sont bien représentés dans la direction des entreprises mais sous-représentés dans la direction politique régionale et supérieure.

Il y a donc eu une augmentation continue, mais inégale d'une période à l'autre, de la représentation des populations titulaires entre 1926 et 1979. Les Transcaucasiens, les nationalités de la Volga et les Ukrainiens étaient les mieux représentés en 1926, ce qui est le reflet de leur niveau de mobilisation et de la force des mouvements nationaux dans ces régions avant la révolution et pendant les premières années du bolchevisme. En 1979, les Transcaucasiens continuent à appartenir aux groupes les mieux représentés, avec les Baltes, les Kazakhs et les Sibériens, tandis que les peuples de la Volga et les Ukrainiens ont perdu cet avantage relatif qu'ils possédaient

TABLEAU 6

Taux de participation (pour 10 000 actifs) à la direction de trois catégories d'institutions, par grandes régions, 1959-1979

		titulaires	Russes	minorités
Politique total (1979)	Ukraine	40,0	40,5	27,7
	Baltique	58,4	45,1	33,7
	Transcaucasie	50,9	34,9	36,1
	Kazakhstan	88,7	48,9	35,0
	Asie Centrale	41,8	51,3	35,8
	Caucase central	43,9	50,0	34,3
	Volga	53,9	50,3	41,2
	Sibérie	131,7	48,0	50,1
Entreprises (1979)	Ukraine	30,2	37,5	42,0
	Baltique	41,1	37,8	38,2
	Transcaucasie	41,3	38,2	28,6
	Kazakhstan	40,3	43,9	40,9
	Asie Centrale	26,0	58,4	42,3
	Caucase central	32,1	38,6	46,3
	Volga	25,4	40,8	39,4
	Sibérie	48,0	56,8	67,2
Politique rég. et sup. (1959)	Ukraine	3,8	11,7	8,8
	Baltique	7,6	15,8	10,1
	Transcaucasie	8,5	9,8	5,3
	Kazakhstan	10,6	10,2	6,2
	Asie Centrale	6,1	22,8	10,3
	Caucase central	6,9	13,4	18,2
	Volga	3,8	7,2	5,2
	Sibérie	12,8	8,9	12,0

Sources : Recensements non publiés de 1959 et 1979, RGAE, f. 1562, op. 336, t. 2 et 4.

en 1926 dans les institutions et leur situation est plus comparable, dans l'après-guerre, à celle des nationalités les moins équitablement représentées (d'Asie Centrale et du Caucase central). La particularité de la Volga tient au fait que non seulement ses populations titulaires sont parmi celles dont la représentation est la plus basse, mais aussi celles dont le poids démographique est parmi les plus faibles dans leur région. Aussi, contrairement aux Kazakhs et aux Sibériens, l'évolution de la représentation chez ces nationalités n'a pas eu tendance à produire un effet de compensation de ce faible poids démographique. Les peuples de la Volga, en tant que

populations titulaires, ont ainsi nettement moins profité de la promotion des non Russes en URSS que les autres groupes titulaires étudiés ici.

La progression de la représentation des populations titulaires dans le temps s'est déroulée de façon inégale dans les divers postes de direction des institutions. Elle semble avoir suivi le cours suivant : institutions politiques de base en premier lieu, puis institutions politiques sous-régionales, magasins, entreprises et enfin institutions politiques régionales et supérieures, à savoir des institutions hiérarchiquement les plus basses (et les plus rurales) vers les institutions les plus élevées (et les plus urbaines). Cette séquence montre les limites de l'application locale de la politique des nationalités, c'est-à-dire les contraintes auxquelles sont soumis les groupes titulaires dans la sélection du personnel de direction.

Examinons plus en détail la situation en 1959 ou en 1979 dans trois groupes de direction : institutions politiques totales, entreprises et institutions régionales et supérieures. Figurent dans le Tableau 6 les taux de participation pour les trois groupes nationaux (titulaires, Russes et minorités). On peut observer que les positions des titulaires sont comparables à celles des Russes dans les institutions politiques totales en 1979, alors que, à la direction des entreprises et des institutions politiques régionales et supérieures, la sur-représentation des Russes ne fait pas de doute. Quant aux minorités, elles sont systématiquement sous-représentées dans l'ensemble des institutions politiques, mais équitablement représentées dans la direction des entreprises et des institutions régionales et supérieures. Cela tient au fait que les minorités appartiennent à deux univers différents au moins : les minorités « historiques » qui forment de véritables enclaves ethniques dans les républiques, comme les Tadjiks en Ouzbékistan, les Juifs en Ukraine ou les Arméniens en Géorgie, et les minorités issues des migrations internes, qui ont quitté leur région d'origine pour aller s'établir, volontairement ou non, dans une autre zone d'URSS, comme une partie des Ukrainiens, des Arméniens, etc. Ces dernières minorités remplissent une fonction d'appoint. Elles participent à la répartition de la population active des zones plus développées vers les régions en situation de déficit de cadres et de main-d'œuvre spécialisée ou, pire, contribuent à l'*« exode des cerveaux »* de certaines zones (comme c'est sans doute le cas pour les républiques autonomes de la Volga). Elles assistent également au maintien du contrôle de Moscou sur ses régions. Mais étant moins intégrées dans les sociétés d'accueil et fortement urbanisées, leur participation au pouvoir local ou sous-régional reste généralement faible.

Les républiques autonomes de Russie (Volga, Caucase central et Sibérie), l'Asie Centrale et le Kazakhstan restent encore, entre 1959 et 1979, largement dépendantes des cadres allogènes dans le domaine de la gestion des entreprises, où le contrôle « par en haut » de Moscou semble le mieux ancré. Les républiques de la Volga, du Caucase central et de la Sibérie font partie de la RSFSR et cet héritage pan-russe, surtout manifeste dans la proportion des Russes qui habitent ces régions, a conditionné la faible emprise de leurs populations locales sur les postes de commande des institutions politiques et économiques. En Asie Centrale et au Kazakhstan, la mobilisation des populations locales est un phénomène récent, qui n'avait pas du tout ou très peu d'antécédents avant la révolution. Cet héritage d'une colonisation récente a, comme dans les territoires autonomes de Russie, marqué les rapports nationaux dans ces républiques par l'envoi d'un important personnel allogène après les événements d'octobre 1917 et la délimitation de l'Asie Centrale en 1924. Dans ces deux cas, la différence avec la Transcaucasie est évidente. Les Géorgiens et les Arméniens

présentaient au moment de la révolution des caractéristiques sociales beaucoup plus proches, sinon plus développées, de celles de leurs voisins du nord (les Russes), une conscience nationale plus articulée, une langue littéraire originale et une histoire millénaire. Ces antécédents historiques, alliés au poids démographique dans leur république, ont perduré sous le régime soviétique et se sont réaffirmés au moment où les événements le permettaient. Les cas balte et ukrainien présentent des similitudes avec le cas transcaucasien, pour des raisons soit démographiques, soit historiques, ou pour ces deux raisons à la fois. Aussi, ce n'est pas un hasard si les républiques d'où ont émergé les premiers mouvements nationaux sérieux à la fin des années 1980 en URSS ont justement été les États baltes, la Géorgie, l'Arménie et l'Ukraine. Le cas des trois républiques baltes, bien documenté, montre que les revendications nationalistes pendant l'ère de Gorbačev avaient reçu le soutien d'importants dirigeants communistes républicains qui, dans certains cas, les avaient même lancées²⁰.

4. Conclusion

Les tableaux relatifs à la participation, la représentation et la répartition des nationalités dans les postes de direction des institutions politiques et économiques font apparaître les résultats suivants :

Participation : les taux de participation ont fortement augmenté entre 1926 et 1979. La progression la plus importante a eu lieu pendant les années 1930. Entre 1926 et 1939, la participation des populations titulaires et des minorités s'est accrue plus rapidement que celle des Russes des républiques, de telle sorte que les différences entre les nationalités ont, dès la fin des années 1930, commencé à se réduire. La progression de la participation a également été importante entre 1959 et 1979, mais elle s'est produite surtout parmi les non Russes et les Russes de la Russie. Les Russes des républiques ont vu, au contraire, leur participation à la direction des institutions régresser pendant cette période.

Représentation : la représentation des groupes nationaux à la direction des institutions, très inégale en 1926, a évolué vers une situation d'égalisation évidente en 1979. Entre 1926 et 1939, la représentation des non Russes augmente tandis que celle des Russes décroît. Entre 1939 et 1979, les populations titulaires ont accru leur représentation alors que celle des Russes et des minorités a baissé dans l'ensemble. Aussi, en 1979, la représentation des nationalités tend-elle à s'aligner sur leur poids démographique (mesuré ici par la population active). Cette représentation reste toutefois inégale selon le type d'institutions. Les populations titulaires sont généralement très bien représentées à la direction des institutions politiques de base et sous-régionales, tandis que les Russes et les minorités tendent à se concentrer dans la gestion des entreprises et la direction des institutions politiques régionales et supérieures.

Répartition : la part des postes de direction, ou leur distribution entre les trois groupes de nationalités, présente de fortes différences régionales. Les Transcaucasiens sont les nationalités les plus favorisées et, en 1979, ils occupent plus de 70 % des postes de direction de toutes les institutions, économiques ou politiques. Les Baltes et les Ukrainiens, qui occupent plus de 50 % de tous les postes, viennent au second rang. Dans les autres régions, les titulaires occupent généralement la majorité des postes de commande des institutions politiques de base et sous-régionales,

mais moins de 50 % des postes de direction des entreprises et des institutions politiques régionales et supérieures.

La politique des nationalités du régime soviétique s'est développée en trois étapes. Les années 1920 ont donné le ton : création des territoires nationaux, planification linguistique à grande échelle conjuguée à d'importants programmes d'alphabetisation, *korenizacija* officielle des nouvelles institutions. Pendant les années 1930, les élites nationales n'ont pas été détruites par les purges mais reconstituées en élites soviétisées, mais soviétisées dans un contexte social, hiérarchique et bureaucratique précis que représentait le modèle autoritaire staliniste. Ce sont ces mêmes élites et celles qui suivront qui vont appliquer, à la périphérie, leur propre version de la *korenizacija*, avec un contrôle de Moscou plus éloigné et administré par un nombre toujours plus grand d'intermédiaires nationaux dans les cellules de base, les campagnes, les villes petites et moyennes, les arrondissements, les régions. Elles devront agir sous des contraintes de différente nature : contraintes sociales (différences de niveau de «mobilisation» — urbanisation, éducation — entre les populations), économiques (besoin de cadres industriels spécialisés), politiques (nécessité d'un contrôle politique du centre), démographiques (poids démographique différencié des nationalités sur un même territoire) et géographiques (situation d'enclavement ou non). C'est la diffusion de ce contrôle des institutions politiques et économiques dans les populations locales, et ses contraintes (appréhendées indirectement par la répartition de ce contrôle en fonction du type d'institutions, de la nationalité et des différences régionales), que j'ai voulu décrire dans le présent article.

La politique soviétique des nationalités a eu trois conséquences distinctes, mais pas nécessairement exclusives, sur les groupes nationaux titulaires dans les républiques. Elle a, en premier lieu, favorisé la «*nationalisation*» des républiques de l'ancienne URSS au sens où Suny et d'autres emploient ce terme²¹. Les cas des républiques transcaucasiennes et de l'Ukraine représentent les meilleurs exemples de cette nationalisation. Les nationalités titulaires de ces républiques dominent sans conteste dans les institutions, qu'elles soient politiques ou économiques, et ce sont celles dont la dépendance vis-à-vis de Moscou est la plus lâche.

La politique nationale soviétique a également favorisé la décolonisation (et par conséquent l'intégration) de régions autrefois en marge des réseaux mondiaux d'échanges et fragmentées en clans, tribus ou khanats. Des efforts énormes (réformes linguistiques, éducation, amélioration du statut de la femme, etc.) ont été faits pour «moderniser» les nationalités sibériennes, d'Asie Centrale et du Caucase du Nord afin de les mettre sur un pied d'égalité avec les autres groupes du continent soviétique. Ces efforts n'ont pas toujours été couronnés d'un total succès, notamment dans le domaine économique, pour différentes raisons (culturelles, sociales et politiques). Mais le progrès est indéniable, surtout entre 1926 et 1979. D'une situation de totale dépendance paternaliste face au centre, ces nationalités ont pu acquérir un rôle nouveau dans la vie du pays qui est sans commune mesure avec leur situation sous l'Empire, lorsque ces groupes étaient considérés comme des *inorodcy* (allogènes) selon le statut de 1822 élaboré par M. Speranskij²².

Enfin, la politique des nationalités a été une réussite par rapport à ses objectifs initiaux, l'intégration des nationalités dans le système soviétique (ou dans le monde russe après l'effondrement du système). Les peuples de la Volga, ainsi que d'autres groupes comme les Komis et les Caréliens, présentaient dans les années 1920 des

caractéristiques socio-économiques qui pouvaient laisser penser que ces nationalités profiteraient abondamment des efforts de «modernisation» déployés par les autorités soviétiques. Mais le prix de leur «modernisation» fut une intégration toujours plus grande dans le cadre pan-russe pour des raisons liées à la géographie et à la démographie. D'une part, leur situation d'enclavement dans la partie occidentale de la République de Russie a facilité les contacts et, éventuellement, leur assimilation ethnique ou linguistique au puissant voisin. D'autre part, ces nationalités sont faiblement concentrées dans leur territoire national, de telle sorte que leur promotion en tant que non Russes s'est effectuée sur la base de leur statut de minorités dans d'autres régions ou républiques.

Barcelone, 1996.

*Centre d'Estudis Demogràfics
Universitat Autònoma de Barcelona
08193 Bellaterra*

1. Anciennement les Archives centrales d'État de l'économie nationale de l'URSS (Central'nyj Gosudarstvennyj Arhiv Narodnogo Hozjajstva SSSR).

2. Ces recensements non publiés se trouvent tous dans le *fond 1562, opis' 336, tom 1* (recensement de 1939), *tom 2* (recensement de 1959) et *tom 4* (recensement de 1979) du RGAE. Pour 1939, on a exploité le tableau intitulé «*Raspredelenie naselenija po obščestvennym gruppam i otrasmjam narodnogo hozjajstva (vydelenym nacional'nostjam)*» (Répartition de la population par catégories sociales et par branches de l'économie nationale (séparées par nationalités)) ; pour 1959, le tableau 13 intitulé «*Raspredelenie naselenija, imejuščego zanjatija, po obščestvennym gruppam, otrasmjam narodnogo hozjajstva i nacional'nostjam*» (Répartition de la population active par catégories sociales, par branches de l'économie nationale et par nationalités) ; et pour 1979 le tableau 33b «*Raspredelenie naselenija otdel'nykh nacional'nostej po zanjatijam*» (Répartition de la population des différentes nationalités par professions).

3. Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR, *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1926 goda (Recensement de la population de l'URSS, 1926)* ; 11 : *Zanjatija (Occupations)*, Moscou, izd. CSU Sojuza SSR, 1929 (Tablica IV : «*Glavnye i pobočnye zanjatija samodejatel'nyh po polnoj klassifikacii zanjatij s vydeleniem glavnih narodnostej*» (Professions principales et accessoires de la population active d'après la classification détaillée des occupations, en séparant les principales nationalités)), différents volumes.

4. À partir de 1959, les *sel'sovety* comprennent les soviets de bourgs (*poselkovye sovety*).

5. M. Fainsod, *How Russia is ruled*, Cambridge, Harvard University Press, 1953, p. 169.

6. *Ibid.*, p. 177.

7. Le nombre de *sel'sovety* et de soviets de bourgs pour 1939 est tiré de : *SSSR administrativno-territorial'noe delenie sojuznyh respublik (Division administrativo-territoriale des républiques de l'Union Soviétique)*, Moscou, 1939, p. 5.

8. Le nombre de *sel'sovety* et de soviets de bourgs pour 1959 est tiré de : Goskomstat SSSR, *Demografičeskij ežegodnik SSSR 1990 (Annuaire démographique de l'URSS 1990)*, Moscou, 1990, tableau 1.1, p. 5.

9. M. Fainsod, *op. cit.*, p. 227.

10. La baisse a été de moins de -15 % dans les postes des villes et des arrondissements, bien que les villes de 500 000 habitants et plus aient été soustraites de cette catégorie.

11. Il y a d'importantes différences d'une minorité à l'autre. Voir par exemple B. Pinkus, «La participation des minorités nationales extra-territoriales à la vie politique et publique de l'Union Soviétique, 1917-1939», *Cahiers du Monde russe*, XXXVI, 3, 1995, pp. 297-318, qui a étudié plus spécifiquement les cas juif, allemand et polonais dans l'entre-deux-guerres.

12. W. Fierman écrit par exemple que « la plupart [des Ouzbeks] avait peu, sinon aucune, formation et les engager rendait l'accomplissement des objectifs extravagants du premier plan quinquennal tout à fait impossible. [...] Certains administrateurs se soumirent à la réglementation en engageant plus de natifs et en les mettant aux positions les moins importantes. D'autres Ouzbeks reçurent un poste en titre, mais non en fait. », voir « Language development in Soviet Uzbekistan », in I.T. Kreindler, *Sociolinguistic perspectives on Soviet national languages*, Berlin, Mouton — de Gruyter, 1985, p. 208.

13. Voir M. Rywkin, « Power and ethnicity : party staffing in the autonomous republics of the Caucasus in the middle 1980's », *Central Asian Survey*, 12, 3, 1993, pp. 347-348.

14. Cet argument a été défendu pour l'Ouzbékistan par D.S. Carlisle, « The Uzbek power elite : Politburo and secretariat (1938-1983) », *ibid.*, 5, 3-4, 1986, pp. 91-132.

15. J. A. Getty, *Origins of the Great Purges*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

16. Voir l'étude détaillée pour l'Ukraine de A. I. Kljačin, « Etničeskie men'sinstva i nacional'nogosudarstvennoe stroitel'stvo na Ukraine v 1920-1930 gg. » (Minorités ethniques et édification nationale de l'État en Ukraine, 1920-1930), in I.I. Krupnik, ed., *Etnokontaknye zony v evropejskoj časti SSSR* (Zones de contacts ethniques dans la partie européenne de l'URSS), Moscou, Moskovskij Filial Geografičeskogo obščestva SSSR, 1989, pp. 96-120.

17. R.G. Suny, *The making of the Georgian nation*, Londres, I.B. Tauris and Co. Ltd, 1989 et G. Charachidzé, « L'Empire et Babel. Les minorités dans la perestroïka », *Le Genre humain*, 20, 1989, pp. 9-36.

18. Dans ma thèse, *La nationalisation des républiques de Russie et d'Union Soviétique. Nationalité, population et structures sociales dans 27 territoires nationaux, 1919-1989*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1996, j'avais pu mettre en évidence ces similitudes en analysant chacune des républiques.

19. La contribution de la fécondité et des migrations à la croissance différentielle des groupes nationaux dans les républiques est examinée en détail dans R. Houle, *op. cit.*, chapitre 4.

20. M. Lesage, *La crise du fédéralisme soviétique*, Paris, La Documentation française, 1990.

21. E. Balibar conçoit le processus de *nationalisation* comme le résultat de l'instruction universelle, de la mise en place d'un système ramifié de communication, de l'unification des coutumes comme conséquence des migrations, de la subordination des conflits politiques ou religieux à l'idéologie patriotique (ethnique, nationale), etc. Voir E. Balibar et I. Wallerstein, *Race, nation, class*, Londres, Verso, 1991.

22. Voir A. Kappeler, *La Russie, empire multiethnique*, Paris, Institut d'Études Slaves, 1994, pp. 148-150. Au moment où Speranskij établit les bases juridiques de ces *inorodcy*, ceux-ci incluaient les peuples du Nord, les nomades et les sédentaires « allogènes » (constitués autour du clan).